

Et l'industrie automobile? C'est l'élément central de la réussite de notre économie, avec le secteur des produits forestiers, faut-il l'ajouter. L'industrie automobile, c'est la base d'emploi de 120 000 Canadiens du montage automobile et des pièces détachées, et de centaines de milliers d'autres travailleurs des industries connexes.

Des études effectuées à la demande du gouvernement conservateur prouvent à l'évidence que l'un des objectifs du négociateur américain pourrait bien être l'abolition des garanties de l'Accord sur l'automobile, qui protègent des milliers de travailleurs canadiens et qui font en sorte qu'il y ait un fort pourcentage de contenu canadien dans les voitures montées ici, comme il se doit. Un mois après l'achèvement de l'étude du gouvernement fédéral consacrée au commerce automobile, c'est-à-dire en novembre 1985, M. Clayton Yeutter disait:

Je n'écarte pas des changements à l'Accord sur l'automobile comme conséquence des négociations globales.

La façon dont le gouvernement conservateur a conduit la politique commerciale est marquée au coin de l'impréparation et de l'incompétence gestionnelle. Les faits sont éloquentes. Le premier ministre, sa ministre du Commerce extérieur et son Cabinet, le gouvernement conservateur ne sont pas là pour défendre et soutenir les intérêts supérieurs du Canada quand il s'agit de notre souveraineté et de nos relations commerciales avec les États-Unis et avec le monde en général.

J'estime que le parti libéral, l'opposition officielle, a une approche meilleure en même temps que différente. Comme notre chef l'a dit, «nous allons chercher des solutions canadiennes à nos problèmes et à ceux du monde, par opposition à la mentalité de 51<sup>e</sup> État du gouvernement conservateur actuel».

Cela veut dire avant tout qu'il faut savoir se manifester et défendre la souveraineté canadienne, chose que le gouvernement conservateur est peu empressé de faire. Nous manifester, prendre la défense de la souveraineté canadienne, telle doit être l'assise de nos politiques nationales. Ces politiques nationales doivent viser à définir et à réaliser le véritable potentiel du Canada. Ce n'est pas cela qui va découler de cette initiative conservatrice pitoyable et mal combinée. J'invite la Chambre et les Canadiens à rejeter cette initiative, persuadé d'ailleurs qu'ils vont le faire bien avant les prochaines élections, élections qui ne feront qu'en donner une confirmation numérique éclatante.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Questions, observations.

**M. McDermid:** J'ai une question à poser au député. Il affirme qu'il ne faut pas poursuivre les négociations avec les États-Unis, que cette initiative doit être arrêtée. Son chef, ce monsieur aux cheveux blancs qui est assis à votre droite, a dit qu'il fallait poursuivre. Le député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston) dit qu'il faut poursuivre. Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) ne sait pas trop où son

### Les subsides

parti s'en va. Le député a dit ce matin qu'il y avait une politique et qu'il me la ferait tenir directement. Comme il ne l'a pas encore fait, cela prouve qu'il n'y a sans doute pas de politique. C'était un autre de ses grands discours improvisés qu'il ne peut ensuite justifier.

Je voudrais demander à mon collègue de Windsor, qui fait toujours des discours très politiques, pleins de grandes tirades mais sans idées positives, pourquoi le premier ministre Bourassa, un libéral, soutient ces négociations. Son chef a dit l'autre jour que nous devions les poursuivre. Pourquoi préconise-t-il, aujourd'hui que nous arrêtons, que nous abandonnions immédiatement? Est-ce le *Toronto Star* qui a raison lorsqu'il dit: «Jouer sur les deux tableaux?». Est-ce cela que les libéraux essaient de faire?

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Notre chef a dit très clairement, pas plus tard que la semaine dernière, dans un discours au *Empire Club*, que nous ne pouvons pas appuyer l'initiative commerciale de Mulroney avec les États-Unis. Il disait dans ce discours que pour que les entretiens continuent, il faudrait que les américains acceptent de mettre fin au harcèlement du commerce canadien, par des décisions comme celle concernant le bois d'oeuvre, et qu'ils s'engagent à abandonner les mesures protectionnistes comme les droits compensateurs.

De plus, puisque le député me questionne sur ce que disait notre chef, je voudrais qu'il m'explique cette déclaration faite en juin 1983 par son chef, à propos du libre-échange: «Il touche la souveraineté canadienne et nous n'en voulons pas, ni pendant les campagnes électorales ni à un autre moment.» Je ne suis pas souvent d'accord avec ce que dit l'actuel premier ministre mais ce qu'il disait à cette époque était fort sensé et l'est toujours. Je regrette qu'il ait cru bon d'abandonner les saines idées qu'il avait en 1983.

**M. Caccia:** Comme vous vous en souviendrez, et je pose la question à mon collègue de Windsor—Ouest, le gouvernement actuel a décidé d'abolir le Programme énergétique national lorsqu'il est arrivé au pouvoir et, peu après, il s'en est pris à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Je voudrais demander au député de Windsor-Ouest (M. Gray) ce qu'il pense de ces deux mesures prises avant l'ouverture des négociations commerciales.

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Le gouvernement a pris là de mauvaises décisions. Apparemment, le gouvernement des États-Unis n'appréciait guère ces programmes. C'est surtout pour cette raison que le gouvernement s'est hâté de les abolir. Si c'était le cas, le gouvernement a commis l'erreur impardonnable de se priver de ces deux atouts en profitant de sa majorité pour amener la Chambre à approuver le démantèlement du PEN et de l'AEIE, sans rien obtenir en retour des Américains. Cela montre à quel point le gouvernement est incompétent pour gérer les affaires du pays, qu'il s'agisse de nos relations commerciales avec les États-Unis ou du reste.